



Appel du collectif « La retraite, une affaire de jeunes » (2013)

« Je demande à être jugé sur deux choses : la justice et la jeunesse » François Hollande, 2012

Le gouvernement s'engage dans une nouvelle réforme des retraites. A l'heure où Y. Moreau a rendu son rapport concernant les évolutions du système, 13 organisations de jeunesse, syndicales, politiques ou associatives ont décidé de se réunir en collectif pour faire entendre un message : les jeunes refusent une réforme qui se traduirait par un allongement de la durée de cotisation et une baisse des pensions. Une réforme juste et favorable aux jeunes est possible, mais pour cela le gouvernement doit se démarquer des conclusions du rapport Moreau.

Face à la précarité et au chômage des jeunes, renforçons notre système de protection sociale

Jeunes travailleurs et travailleuses, étudiant-e-s, en recherche d'emploi ou en insertion, nos parcours sont divers mais nous souffrons des mêmes maux, aggravés par la crise économique. Trop âgés pour bénéficier de la protection familiale, mais trop jeunes pour accéder aux minima sociaux, nous nous situons à un nouvel âge de la vie à la marge des protections sociales et voyons la solidarité nationale se réduire à peau de chagrin au gré des différentes réformes.

La dernière en date concerne le système de retraites. Alors que l'accès au premier emploi est de plus en plus tardif, que la précarité est la norme, et tout particulièrement pour les femmes, allonger la durée de cotisation est pour nous le signal inacceptable qu'il ne faudra plus compter sur un système de retraites solidaire qui garantisse une protection de haut niveau. Cette mesure est d'autant plus incompréhensible qu'elle allongerait encore les files d'attente à Pôle Emploi en maintenant des salariés plus âgés en activité. Comment prétendre agir contre le chômage en refusant de faire de la place à notre génération dans le monde du travail ? C'est pourquoi nous refusons tout allongement de la durée de cotisation et revendiquons un système de retraite par répartition qui prenne en compte les évolutions de notre société et les nouveaux temps de la vie pour notre génération.

Pour sortir de la crise, misons sur la jeunesse !

Dépourvu-e-s d'une protection sociale aujourd'hui, nous ne tolérerons pas que soit en plus mise à mal celle dont nous bénéficierons demain. Le système de retraite par répartition repose en effet sur les jeunes d'aujourd'hui et sur la confiance qu'ils et elles portent au système de protection solidaire.

Notre formation est un investissement de tous les jours pour notre avenir et celle du pays. C'est avec une jeunesse qualifiée et préparée que nous sortirons des difficultés de la crise. Cette période doit être reconnue comme telle au lieu de nous pénaliser.

Parce que le statu quo n'assurera pas la pérennité du système de retraite par répartition, nous réclamons des réformes qui s'attaquent au vrai problème : le manque de recettes lié en grande partie au chômage de masse. En particulier, des politiques publiques favorisant l'emploi des jeunes et leur accès au droit commun sont une nécessité sociale et économique.

Nous revendiquons :

- La validation des années de formation dans le calcul des retraites.
- La prise en compte des périodes de stages, et leur réglementation, afin qu'ils ne constituent pas des emplois déguisés.
- La prise en compte des périodes d'inactivités forcées, périodes où les jeunes cotisent de manière inégale.

Nous, organisations de jeunesse, syndicales, associatives, politiques, (Unef, CGT, FSU, LMDE, MJS, JC, JRG, OLF, GA, UEC, GU, PG, Jeunes écologistes, JOC) seront à l'initiative dans les prochains mois pour porter la voix des jeunes. Nous n'accepterons pas un nouveau recul de nos droits. Nous appelons les jeunes à se mobiliser pour faire entendre au gouvernement ces solutions justes. Nous appelons le gouvernement à rejeter les préconisations de ce rapport et à ouvrir de larges négociations avec l'ensemble des acteurs sociaux. Un débat de cette ampleur ne saurait être discuté en quelques semaines ou confisqué à la société. De plus, déjà absents de la conférence sociale du 20 et 21 juin, nous avertissons les pouvoirs publics : le débat sur les retraites est trop important pour s'effectuer en catimini et au pas de course pendant l'été. Il ne peut y avoir de réforme au nom des jeunes sans les jeunes.

